



De 2009 à 2010

L'année 2009 en un clin d'oeil.
Les premiers enjeux de 2010.

Nos Pages centrales

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 883

14 Janvier 2010

prix: 0,70 €



Reprendre la main en 2010!

■ Sarkozy

Sarkozy s'entête et présente des vœux entre cynisme et démagogie. **P 2**

■ Régionales

Après avoir choisi de participer au rassemblement le plus large à gauche dès le premier tour, les communistes de Loire-Atlantique choisissent sur leurs candidats. **P 3**

■ Vous avez dit totalitaires?

Dans « Les Intellectuels contre la gauche », Michael Christofferson analyse la nature politique et idéologique de l'offensive « antitotalitaire » chez les intellectuels français. **P 6**

■ Sans Papiers



Adjointe au maire de Saint-Herblain, Sandrine Fleurimont témoigne de la nécessité du combat politique pour obtenir des solutions pour les sans papiers et les demandeurs d'asile. **P 7**

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Ca baigne.

Les boursicoteurs prospèrent en ce début d'année. Responsables de la crise financière que l'on vient de vivre ils en remettent une couche comme le montre la progression de 22% des marchés boursiers parisiens en 2009. Deux chiffres sont donc au plus haut en ce début 2010, la bourse et le chômage. Ca baigne...

Moins 380 000

Quand la bourse flambe, les emplois « crament ». C'est ainsi que le résultat des chiffres du chômage en cette fin d'année laisse apparaître la perte de 380 000 emplois en 2009. La France compte 4,05 millions de demandeurs d'emploi recensés. On est loin de la sortie de crise annoncée dans les vœux du petit prince de l'Elysée...

Le temps des revers

Sarko, pris en flagrant délit d'injustice... C'est ce qui résulte de la décision du conseil constitutionnel de « retoquer » la taxe carbone si chère à notre Président. Les gros pollueurs étaient épargnés, les pauvres devaient payer... Qu'en sera-t-il demain de la nouvelle mouture si nous ne mettons pas vraiment les pieds dans le plat...

Méthode Coué

« Tout va bien merci ». C'est presque en ces termes que notre Président s'est adressé au français pour ce début d'année. Pourtant la dette publique bat de tristes records pour atteindre 1 457 milliards d'euros soit 77 % du PIB pour 2009. Quant aux perspectives... parlons-en : 88 % en 2012, 91 % en 2013... Avec entre autre le maintien du bouclier fiscal, la suppression de la taxe professionnelle, les ménages risquent au final de payer très chère l'addition...



Les p'tits comptes suisses

1 400 évadés fiscaux se sont fait régulariser auprès du ministère des finances pour un montant estimé de 500 millions d'euros au 31 décembre. Quand on sait que ce sont 200 000 à 300 000 comptes qui seraient « réfugiés » au pays du chocolat... On pourrait pourtant en boucher des trous, en augmenter des pensions, salaires et indemnités... si on se donnait les moyens d'aller chercher cet argent. Woerth lui préfère accorder encore du temps à tous ces fortunés pour retrouver le chemin de « leur mère patrie »... Un vrai choix sarkozien.

Point de vue

par Aymeric SEASSAU

« Je n'ai jamais séparé la république des idées de justices sociale sans lesquelles elle n'est qu'un mot. ». Il n'y aurait finalement pas grand-chose à rajouter à ces quelques mots de Jaurès pour répondre au débat organisé par le gouvernement sur l'identité nationale. Un débat honteux qui, une fois passée, le temps de l'indignation révèle le chemin parcouru par la droite depuis l'OPA Sarkozy. Avec l'actuel président, la droite aura dans un premier temps donné l'image d'un camp politique victorieux au terme d'une mutation idéologique « réussie ». Il s'agit de proposer de faire entrer la France dans l'ère du libéralisme à tout crin, à l'anglo-saxonne, autrement dit, dans la modernité. Mais voilà, la crise du capitalisme est passée par là et il aura fallu l'intervention massive des Etats pour se porter au secours de la finance et empêcher coûte que coûte le naufrage d'un système où la spéculation prime sur la production. Le cortège de drames sociaux accompagnant des destructions d'emplois par centaines de milliers témoigne de la faillite du système que Sarkozy et ses amis défendent à l'échelle internationale. Cela sème le trouble jusque dans son camp. L'« ouverture » à des transfuges de la gauche et la politique racoleuse en direction de l'électorat conservateur jusqu'à l'extrême droite ne suffisent plus à constituer une majorité pour un président en chute libre dans les sondages. C'est tout le sens de l'offensive présidentielle sur les collectivités locales en ramenant entre les mains du gouvernement des choix budgétaires autrefois réservés aux élus locaux avec la suppression de la taxe professionnelle d'une part et en se livrant à un véritable verrouillage institutionnel avec la réforme « territoriale » d'autre part. Il s'agit de s'emparer des derniers leviers institutionnels, à la majorité relative

et, au pire, d'en amoindrir les compétences et les capacités d'actions. Force est de constater que ce qui peut empêcher une victoire de la gauche à l'heure actuelle... C'est la gauche elle-même. Divisée, balkanisée, concentrée sur les ambitions personnelles d'un quateron de « présidentiables » auto-désignés par la social démocratie, tétanisée par la tentation de l'alliance avec un centre droit largement surévalué, elle court à l'échec. Nous sommes de ceux qui pensent qu'elle peut relever le défi, qu'elle en a tout à la fois le devoir et les capacités. Voilà le sens de l'engagement largement majoritaire des communistes de Loire-Atlantique, comme ceux de Mayenne et du Maine & Loire à mettre tout en œuvre pour réussir dès le premier tour le rassemblement le plus large possible à gauche autour de la majorité sortante, notamment parce que la droite unie jusqu'à Devilliers concentre ses chances sur son résultat au premier tour. Ce choix leur permettra de pouvoir compter sur des élus communistes composant un groupe cohérent qui participera dans la clarté et avec son identité à la gestion de la région dans la future majorité de gauche. Du refus de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire des voyageurs à l'utilisation de l'argent public en passant par le développement des infrastructures régionales, les batailles ne manqueront pas. Les communistes de Loire-Atlantique et leurs élus veulent en être, dans les rues comme dans les institutions.



Vœux de Sarkozy : L'insulte aux familles populaires.

Décidément, le président ne recule devant rien. La traditionnelle cérémonie des vœux de l'Elysée aura dépassé l'habituelle séance d'autosatisfaction puisque cette année, Nicolas Sarkozy aura été jusqu'à déclarer que l'année 2009 avait été difficile pour tous. Pour les 15% d'actifs considérés comme des travailleurs pauvres, peut être et pour la moitié des jeunes qui vivent sous le seuil de pauvreté dans les quartiers populaires, assurément. En revanche, les nouvelles ont été plutôt bonnes, malgré la crise, pour les 20 000 heureux contribuables qui ont bénéficié au titre du bouclier fiscal de la restitution par le FISC de près de 600 millions de « trop perçu ». Dès lors, le président peut

effectivement rendre hommage "au sang-froid et au courage des Français face à la crise", celles et ceux qui subissent quotidiennement sa politique depuis maintenant plus de deux ans pourraient effectivement le perdre pour moins que ça.

D'autant que Sarkozy ne s'arrête pas là puisqu'il vante également "une fiscalité plus favorable au travail et à l'investissement grâce à la réforme de la taxe professionnelle, un lycée qui prépare mieux à l'enseignement supérieur, des universités enfin autonomes, un service minimum dans les transports publics qui fonctionne" ou encore « un système hospitalier » et « une carte judiciaire » mieux adaptées aux besoins

de notre époque ». Autant de domaines où il a rencontré une opposition forte d'élus, d'usagers et de salariés.

La palme revenant certainement à la célébration de la fraternité républicaine au moment même où son gouvernement organise un débat sur « l'identité nationale » donnant lieu à une accumulation de contributions racistes et anti-

sémites jusque sur les sites gouvernementaux.

Mais à l'heure où la communication présidentielle dans le cynisme, Nicolas Sarkozy commence l'année en atteignant à nouveau son niveau le plus bas, à 32% de cote de popularité. Une manière pour les français de lui présenter leurs vœux ?



De vous à moi...

Dans le 1er rôle féminin de ce film fantastique français de série B : Roselyne Bachelot, devenue une incroyable machine à dépenser les deniers publics pour que quelques uns de ses amis récoltent un jackpot de quelques 870 millions d'euros.

Le film se situe en France dans les années 2009. La diabolique pharmacienne décide d'acheter à l'automne et à « bon prix » 94 millions de doses de la potion magique, à consommer nous dit-elle en deux fois. Si vous ne voulez pas passer à trépas assène-t-elle, il faudra vous faire piquer. Mais où est la pandémie ? Les morts annoncés sont heureusement dix fois moins nombreux que pour la grippe saisonnière dont plus personne ne parle. Les sujets doutent plus de la potion que de la maladie, les doses de la précieuse alchimie dorment dans des hangars, il faut s'en débarrasser, les vendre, stopper les commandes en cours... Le scandale couve en cette période où l'économie n'est pas brillante. Un film fantastique malheureusement vrai qui va coûter plus de 2 milliards à la sécu soit plus que le déficit de tous les hôpitaux de France et 3 fois le plan cancer... Là, on est tous vaccinés. Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU VITE DIT

«Travailleurs de tous les pays, pré- sentez vous... sans programme!»

Interrogée par Libération sur les élections régionales, la nouvelle porte parole de Lutte Ouvrière, Nathalie Arthaud répond sans hésiter : « Nous nous adresserons aux travailleurs. Nous ne proposons pas un programme électoral, encore moins un programme pour les régions. ». C'est mieux en le disant !

Limpide

Désigné par le MODEM pour l'élection régionale, Laurent Gerault veut s'allier au candidat Jean Arthuis de l'alliance centriste qui n'exclut pas lui-même de s'allier avec la liste UMP-MPF. Et de résumer la situation « Certains souhaitent s'allier à la gauche, d'autres à la droite, moi je défends l'idée d'un centre indépendant au premier comme au second tour ». Limpide comme de l'eau de roche. Apparemment il y a de la friture sur la ligne, un technicien des Télécom conseillerait sûrement de changer le Modem.

La Gauche en action en meeting Régional

Le premier grand meeting régional de la liste de rassemblement de la gauche conduite par Jacques Auxiette aura lieu à Angers le 20 Janvier. Ce sera l'occasion de présenter les candidats des 5 départements et les premiers éléments de projet pour le prochain mandat !

**Mercredi 20
Janvier 20H
aux Ponts de Cé
(agglomération
d'Angers)
Maine et Loire**

Régionales : Les communistes choisissent leurs candidats

La fin 2009 avait donné lieu à une agitation inhabituelle au parti communiste à l'occasion de la consultation sur la stratégie à mettre en œuvre dans la région des Pays de la Loire pour les élections régionales de 2010.

Les anomalies constatées et relevées par la commission nationale des conflits du PCF dans les procédures de votes et le corps électoral des fédérations de Sarthe et de Vendée, discréditant le résultat dans ces fédérations, donnant le Front de Gauche gagnant avec des scores quasi unanimes.

Cela avait conduit les fédérations de Maine et Loire, de Mayenne et de Loire-Atlantique ayant opté très majoritairement pour le rassemblement le plus large à gauche dès le premier tour, à faire respecter la souveraineté de leurs adhérents en faisant appliquer le choix militant dans ces 3 départements.

Dans un courrier adressé aux secrétaires départementaux de ces trois fédérations, **Marie-George**

Buffet a tenu à « dire aux communistes de leurs départements qu'elle « respecte les choix que des adhérentes et adhérents ont effectué dans le cadre d'un débat politique et de choix politiques clairs ».

La fédération de Loire-Atlantique est donc pleinement engagée dans la construction d'une liste de rassemblement de la gauche la plus large possible autour de la majorité sortante et a désormais engagé les discussions.

Les premiers échanges ont d'ores et déjà permis d'obtenir un certain nombre de garanties et d'éléments de projets satisfaisants.

D'abord avec l'assurance que Jacques Auxiette ne conduira aucune négociation avec le Modem pour construire sa liste « La Gauche en Action » ni au premier ni au deuxième tour.

Ensuite autour de premiers éléments programmatiques importants, en assurant par exemple la poursuite et le renforcement de l'expérience de

contrôle des fonds publics sous la responsabilité d'un élu communiste, en refusant ensemble l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire régional des voyageurs, ou encore en travaillant au développement des infrastructures portuaires et aéroportuaires.

Il s'agira donc pour les élus communistes des Pays de la Loire qui siègeront dans la prochaine assemblée de s'organiser dans un groupe pour porter des propositions communistes identifiables, comme cela a été le cas dans le précédent mandat.

La campagne devrait également le permettre puisque l'accord qui est en passe d'être signé permettra une campagne autonome des communistes et donc l'apparition claire du PCF dans la campagne électorale des pays de la Loire.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les négociations devraient permettre le renforcement des positions du PCF dans les 3 départements concernés puisqu'en Loire-Atlantique et en Maine et

Loire, l'équilibre politique devrait être maintenu (3 élus communistes en

Loire-Atlantique et 1 en Maine & Loire) alors qu'une candidate communiste éligible en Mayenne constituerait un événement politique fort pour les progressistes mayennais et pour l'influence communiste dans le département.

Les communistes procèdent donc au choix de leurs candidat(e)s. En Loire-Atlantique ils mettent à la disposition de leurs partenaires de gauche 6 candidats et indiquent avec force leur exigence de conserver leur représentation actuelle de 3 élu(e)s.

Ces candidatures témoignent à la fois d'une volonté forte de représentation du monde salarié, mais aussi de la volonté de renouvellement d'un parti communiste qui souhaite se mettre en position de reconquête après les difficultés qui ont marqué les municipales en Brière mais aussi après les bons résultats départementaux des cantonales et des européennes.

Les 6 candidat (e) s soumis au vote des communistes pour les représenter sur la liste « La gauche en action »

Gilles Bontemps

vice Président de la région Pays de Loire en charge des transports



Véronique Mahé

conseillère Municipale de Saint-Joachim



Aymeric Seassau

secrétaire de la section de Nantes du PCF



Sabine Mahé

Maire de Trignac



Yves Tual

Dirigeant syndical Ports et Docks



Fabienne Cailleau

Employé SNCF responsable locale des orphelinat des chemins de fer



L'Huma café et les solidarités ouvrières

*Avec la projection du film - documentaire de Marc GRANGIENS :
« Le pain noir et les roses rouges »*

l'Huma-Café® vous invite à parcourir le feuillet de ces quartiers et cités populaires, qui par leur histoire et leurs évolutions, et aussi grâce à leur tissu associatif dense, ont marqué et marquent encore fortement, et avec originalité,

la réalité sociale de NANTES :
les Batignolles,
les Dervallières, Nantes-Nord
ou d'autres encore...

MÉMOIRES ET SOLIDARITÉS OUVRIÈRES

VENDREDI 29 JANVIER 2010
18h au Salon de Musique
du LIEU UNIQUE

ASSOCIATION l'Huma-Café®
e-mail : HYPERLINK "mailto:huma-
Kfé@orange.fr" huma-Kfé@orange.fr
Loïc LE GAC ---e-mail : HYPERLINK
"mailto:legac.loic@orange.fr"
legac.loic@orange.fr

La Cordemais : un site utile dans un état douteux



Comme à chaque pic de froid, la centrale de La Cordemais a tourné à plein régime aux heures de pointes pour permettre de fournir la Bretagne. Loin d'interroger sur la capacité de production énergétique de la Bretagne et de l'Ouest, cela a donné lieu à des déclarations d'autosatisfaction de la direction d'EDF.

De quoi faire bondir le syndicat CGT. D'abord parce que c'est avant tout sur les agents que reposent le surplus d'activité avec des agents qui « courent dans tous les sens et enchainent les heures supp' ». D'autant plus grave que selon Eric Couvez, responsable départemental du syndi-

cat: « Le risque d'incident est réel, on joue aux apprentis sorciers /.../ En ce moment, la centrale tourne à plein pot mais il faut voir dans quelle conditions ». Le syndicaliste plaide donc pour une « unité de production moderne, propre et sécurisée » alors même que la tranche 1, arrêtée en 1997 est en cours de démantèlement. L'avenir réside donc dans l'investissement massif « pour assurer la pérennité du site ».

Pour l'heure, la direction affirme vouloir uniquement prolonger la durée de vie des deux tranches fioul pour répondre aux normes européennes.

2009 en un clin d'œil...

ILS/ELLES ONT DIT EN 2009

Christine Lagarde :

21 septembre 2008 : « Le plus gros de la crise financière est derrière nous. Il n'y a pas d'inquiétude à avoir sur la solidité des banques françaises. »

9 mars 2009 :

« .../ je crois, dans ce contexte-là, que 2010 sera une année de redémarrage de l'activité économique. »

21 août 2009 :

« La récession est derrière nous, puisque la France a recommencé à créer de la richesse depuis le deuxième trimestre 2009, après six mois de décroissance. Malgré ce motif de satisfaction, nous sommes toujours dans la crise, car l'économie continue à détruire des emplois »

Nadine Morano



« Moi, ce que je veux du jeune musulman, quand il est français, c'est qu'il aime son pays, c'est qu'il trouve un travail, c'est qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers »

Nicolas Sarkozy

« Si je devais écouter tous ceux qui se plaignent, à l'arrivée je vais faire comme beaucoup d'autres avant moi, pas grand-chose »

« On doit moraliser le capitalisme et pas le détruire (...) il ne faut pas rompre avec le capitalisme, il faut le refonder »

François Fillon

« Certains regrettent que nous n'ayons pas fait le choix d'une relance par la consommation, mais l'urgence est de faire tourner la machine économique de la France »

riés européens comme c'est le cas en Loire-Atlantique.

Crise : Le pays s'enfoncé, le pouvoir s'obstine !

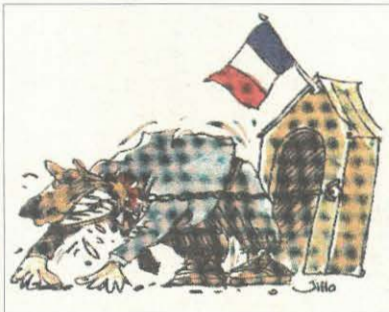
La crise financière qui s'étend depuis 2008 s'est vite transformée en crise économique et sociale internationale à la grande surprise des économistes libéraux qui, après avoir vanté les vertus du capitalisme donnent aujourd'hui les recettes pour sortir de cette crise dont les conséquences frappent de plein fouet les familles populaires comme l'ensemble du monde salarié. En 2010, pour rattraper le retard, le risque est grand d'assister à une recherche de l'accroissement de la productivité au détriment de la création d'emplois. **En 2008, en France, le taux de chômage était de 8%, aujourd'hui il avoisine les 10% et le gouvernement table sur une croissance faible et une reprise lente pour 2010.** Et pour cause, en débloquant des

centaines de milliards pour les banques, le pouvoir de droite a « nationalisé » les difficultés de la finance au prix d'une aggravation sans précédent de la dette publique. **Résultat pour 2009, les marchés financiers terminent l'année sur une progression de 22%... tandis que le chômage progresse dans les mêmes proportions.** Si on mesure l'évolution des marchés depuis leur point le plus bas de l'année, on constate une évolution de 60% soit une progression inédite depuis 1933. Parmi les grands groupes qui font le bonheur des marchés, Alcatel Lucent dont le titre a gagné 46% annonce une suppression de poste sur 6 parmi ses 26000 salariés européens comme c'est le cas en Loire-Atlantique.



Identité Nationale: Le débat dérape

Un maire UMP Lorrain qui éructe qu'on va « se faire bouffer » et qu'« ils » sont « 10 millions payés à rien foutre », un ministre dénonçant les « mariages gris », une ministre qui rend hommage à l'ultranationaliste du XIXème siècle Barrès avant de parler « DU jeune musulman vivant en France ». Ça se passe comme ça en Sarkozie lorsqu'on prétend organi-



ser un débat républicain. Sans compter sur les milliers de dérapages plus ou moins contrôlés à connotation raciste ou xénophobe. Une honte, tout simplement !

L'échec de Copenhague



Le grand rendez-vous de Copenhague annoncé comme le moment où le monde entier prendrait des mesures fortes pour solutionner un des grands problèmes de l'Humanité : le changement climatique, s'est soldé par un échec. Entre l'urgence de réduire l'émission des gaz à effet de serre et les intérêts économiques nationaux, les puissants de la planète ont choisi la 2ème voie. Ni les USA ni la Chine, engagés dans une compétition économique et politique ne souhaitent remettre en cause leur manière de produire et contraindre leurs industries à fabriquer avec responsabilité et respect de l'environnement. Pourtant, le temps presse et année après année l'urgence devient un peu plus grande. C'est avant tout le système capitaliste que les pays riches veulent préserver et cela n'est pas compatible avec des politiques environnementales fortes et contraignantes... et un échec de plus pour Sarkozy récemment converti au capitalisme vert.

Résistances

Mobilisations historiques en Loire-Atlantique

Dès Janvier 2009, les salariés se sont mis en situation d'envoyer un message fort au gouvernement: « Nous ne voulons pas faire les frais de la crise du capitalisme » C'est autour d'une plate forme revendicative de haut niveau et à la faveur de l'unité syndicale que les mobilisations sociales ont pris de l'ampleur même si elles n'ont pas permis d'obtenir le résultat escompté.

Il n'en reste pas moins que l'ampleur des luttes de 2009 reste historique, mobilisant des familles et des catégories de salarié(e)s nouvelles. Avec 70 000 personnes dans les rues le 29 Janvier, la Loire-Atlantique atteignait déjà un niveau de mobilisation comparable à celui du



mouvement contre le CPE. Mais c'est le 19 Mars qui fera date: Plus de 3 millions en France, 75000 à Nantes, 25000 à Saint-Nazaire, et même 4000 à Ancenis et 1000 à Châteaubriant. Autant de points d'appuis pour l'avenir.

2 300 000 contre la privatisation de La Poste



Le changement de statut devait passer comme une lettre à la Poste et pourtant, les français se sont mobilisés en masse pour dire Non et défendre leur entreprise publique. Raté! Prés de 2 millions et demi de français se sont emparés du bulletin de vote proposé lors de la journée de référendum citoyen pour refuser le changement de statut de la Poste.

Une mobilisation exemplaire puisqu'elle regroupait l'ensemble des forces politiques de gauche ainsi que la plupart des syndicats de La Poste. En Loire-Atlantique près de 150 bureaux de votes ont été mis à disposition des participants dans 70 communes du département pour plus de 40 000 suffrages recueillis en faveur du maintien du service public postal.

Alors que 75% des français interrogés ont indiqués qu'ils voteraient contre son projet, le gouvernement est resté sourd en faisant adopter le texte au parlement en Décembre. Mais la bataille de l'opinion est dorénavant gagnée et d'autres initiatives sont prévues avant le changement de statut qui devrait intervenir en Mars 2010.

Les enjeux en 2010

Faire gagner les luttes

Le mouvement social marquera-t-il l'année 2010 ? Parce que la situation sociale grave que traverse notre pays mérite des réponses à la hauteur de la crise, les organisations syndicales entendent consacrer leurs revendications sur plusieurs axes : l'emploi, les salaires et les retraites. Les réformes engagées par le gouvernement allant à l'encontre des revendications syndicales de nombreuses mobilisations sont dorénavant déjà programmées : à La Poste, à la SNCF, dans de nombreuses entreprises de l'industrie et des services, du secteur privé comme public. Une manifestation européenne est programmée le 24

mars pour défendre et promouvoir les services publics peu à peu démantelés dans la plupart des pays de l'Union en lien direct avec le traité de Lisbonne. La réforme des collectivités est aussi en point de mire notamment pour la CGT qui craint l'impact de cette réforme sur le tissu industriel. Le syndicalisme rassemblé proposé par Bernard Thibaut réélu à la tête de la CGT après le congrès de Nantes fin 2009 permettra-t-il l'unité syndicale autour d'une plateforme revendicative à la hauteur des attentes ? C'est un des enjeux de 2010 après les mobilisations historiques de 2009.



Nouveau round pour les retraites



Jean-Pierre Raffarin, par la voie d'un François Fillon alors ministre, avait lancé l'offensive sur la retraite par répartition en 2003. Dans le courant du mois de janvier, le gouvernement va annoncer les grandes lignes de la nouvelle étape de la réforme des retraites qui sera discutée au printemps. Retraite par points, augmentation de la durée de cotisations, recul de l'âge de la retraite sont quelques uns des moyens historiques de la droite

pour faire régresser les droits sociaux. Constatant l'évolution démographique, Fillon et ses ministres argumentent sur l'indispensabilité de cette réforme pour atteindre leur objectif politique de faire travailler plus et plus longtemps. Il est bien sûr nécessaire de tenir compte du vieillissement de la population (et pourquoi pas, de s'en féliciter !), mais pour garantir à tous une retraite par répartition, de nouveaux financements peuvent être

envisagés. Réforme de l'assiette de cotisation patronale, cotisation nouvelle pour les revenus financiers, fin des exonérations de cotisations patronales (30 milliards d'euros en 2009) et le plein emploi pour augmenter le volume des cotisations sont des mesures susceptibles de garantir la retraite pour tous. La CGT avance aussi l'idée de créer à partir de toutes les caisses de retraites une seule et même maison commune des retraites.

Défendre l'école

Les différentes réformes en cours dans l'éducation nationale ont au bout du compte 2 objectifs clairs : faire des économies en supprimant des postes d'enseignants ou en les rendant polyvalents et former des

salariés spécialisés et dociles. Après l'autonomie des universités, c'est la réforme des lycées et des collèges qui est au programme du gouvernement pour la rentrée 2010. L'enseignement secondaire s'apprête à devenir un espace de concurrence entre écoles où les moyens de l'Etat seront concentrés dans les

établissements dits « efficaces ». A la démocratisation de l'enseignement et à l'égalité territoriale et sociale, Luc Châtel préfère les bonnes conditions d'études pour les plus aisés et les classes surchargées et les cours particuliers pour les plus pauvres. Les programmes scolaires aussi vont être réformés : tronc commun à toutes les filières de seconde et première pour des savoirs et des connaissances formatées et modelées afin de satisfaire les besoins du patronat. Par exemple, l'Histoire Géographie deviendra une option, l'économie et la sociologie deviendront des cours de gestion. Cette réforme s'inscrit avant tout dans un projet de société consistant à faire de l'entreprise le centre de la société. Les élèves recevront une formation pour appliquer leurs savoirs au travail sans pour autant comprendre le monde dans lequel ils vivent.



Elections régionales : le dernier test électoral sur tout le territoire avant les présidentielles.

La droite rêve de reprendre en Mars les régions perdues en 2004. Il s'agit de renforcer et de poursuivre ses politiques de casse sociale tant au niveau national qu'au niveau local. Le 22 décembre dernier, Nicolas Sarkozy recevait les têtes de liste UMP pour leur fixer les thèmes de campagne : fiscalité, sécurité et immigration. Fiscalité pour attaquer la gestion des régions par la gauche, sécurité et immigration pour capter l'électorat du FN. Rassemblée jusqu'à la droite extrême,

la droite n'aura guère comme concurrence un FN qui rêve de se refaire une santé et un Modem en perte de vitesse dans l'opinion. A gauche, la situation est plus complexe. Les verts qui rêvent de rééditer les scores historiques réalisés aux européennes avec Europe Ecologie ont choisi de se désolidariser des équipes de gauche sortantes dans toutes les régions. Le PCF reconduira un rassemblement de type Front de Gauche dans la majorité des régions sur des configurations différentes

puisque dans certaines régions la présence du NPA pourrait rendre difficile le rassemblement de la gauche au deuxième tour, le parti de Besancenot refusant la participation aux exécutifs régionaux. Enfin, dans un quart des régions, les communistes qui souhaitent reconduire et renforcer leur action au sein de la majorité de gauche ont fait le choix du rassemblement le plus large à gauche dès le premier tour dans environ un quart des régions. Ce sera le cas dans les Pays de la Loire où les communistes

de Loire-Atlantique, de Mayenne et de Maine & Loire procèdent actuellement à la consultation de leurs adhérents pour désigner leurs candidats sur la liste « la gauche en action » que conduira Jacques Auxiette. Assurément, le vote sanction ne suffira pas à battre la droite de Sarkozy en 2010. Pour rééditer l'exploit de 2004, il faudra réussir la mobilisation de l'électorat populaire à gauche avec un programme ambitieux et identifiable.

Evènements, culture, idées.

Les Intellectuels contre la gauche

L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)

Michael Christofferson est un historien "à l'américaine" dans la grande tradition de Robert Paxton ("La France de Vichy"), dont il fut d'ailleurs l'étudiant. Dans ce livre, il écrit une véritable histoire sociale, politique et culturelle française en se donnant un objet, la critique de l'anti-totalitarisme, et un terrain, la gauche intellectuelle française dans la seconde moitié des années 1970.

Il commence par un examen comparatif approfondi, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Italie et en France, des origines de la théorie du totalitarisme, dont il démontre qu'elle repose sur une « mauvaise interprétation des phénomènes nazi et soviétique ». Puis, il retrace, à travers l'examen circonstancié du « sort du projet révolutionnaire de 1944 à 1974 », le passage progressif, à l'égard du PCF, « du temps des compagnons de route à celui des gauchistes ». Sa démonstration est dès lors la suivante : au cours de la seconde moitié des années 1970, une vigoureuse offensive contre le "totalitarisme de gauche" a ébranlé la vie politique française. Dans leurs livres et leurs articles polémiques, dans les journaux et revues (Esprit, le Nouvel Observateur, Libéra-

tion, les Temps modernes, Tel Quel...), à la télévision, les intellectuels antitotalitaires (les "clercs", dit-il), ont bruyamment dénoncé, sur un ton dramatique, la filiation entre les conceptions marxistes et révolutionnaires et le totalitarisme. Issus souvent de la gauche, et parfois du PCF lui-même, et ne craignant qu'une faible opposition de leur part, les antitotalitaires ont bientôt marginalisé la pensée marxiste et réussi à saper la légitimité de la tradition révolutionnaire française. Ils ont ainsi ouvert la voie aux solutions politiques postmodernes, républicaines modérées et néolibérales des décennies suivantes. Les principaux temps forts de sa démonstration sont les suivants. Il commence par une analyse des "usages intellectuels et politiques" consécutifs à la publication en France de l'Archipel du Goulag d'Alexandre Soljenitsyne. L'offensive qu'il juge excessive du PCF contre Soljenitsyne, dont les idées ultra-réactionnaires se sont cependant mieux dévoilées encore par la suite, a surtout eu comme effet la promotion hyper médiatisée de sa lecture gauchiste antitotalitaire par André Glucksmann et Claude Lefort. Ensuite, les hauts et les bas de l'Union de

la gauche socialo-communiste ont suscité critique et suspicion de la part de ces intellectuels. Les polémiques autour de la révolution portugaise



ont accentué l'émergence d'un antitotalitarisme à usage hexagonal, qui s'installe durablement avec la publication de La Tentation Totalitaire de J-F Revel.

Sous prétexte de réconcilier socialisme et liberté, la dénonciation de la répression en Europe de l'Est permet à ces intellectuels de se poser en dissidents face au risque de totalitarisme imputé à l'Union de la gauche en France. Le phénomène avant tout médiatique des "nouveaux philosophes", bénéficie de la censure de ses opposants potentiels et des complaisances des intellectuels en vue, tel Michel Foucault, qui en fait ouvertement l'éloge, au-delà d'une autorisation tacite à partir d'hypothèses

partagées. Enfin, l'auteur montre comment, l'ex-communiste F. Furet revisite la tradition révolutionnaire française, berceau, avec la Grande Terreur, de tous les Goulags, pour en donner une version antitotalitaire, ouvrant ainsi la voie à tous les révisionnismes historiques rétroactifs, et aux relectures de l'histoire en cours à l'heure du sarkozysme.

En conclusion, Christofferson souligne que « l'antitotalitarisme français des années 1970 a relevé d'enjeux plutôt politiques que proprement intellectuels (...) Développé pour critiquer le PCF et l'alliance que le PS avait conclue avec ce parti, la critique du totalitarisme s'est presque exclusivement intéressée au totalitarisme de gauche : elle a voulu retrouver ses origines dans le marxisme, les idéologies utopistes, à la fois l'option politique et la tradition révolutionnaires françaises ».

Ces quelques lignes sur ce livre ne donnent qu'un faible aperçu de la richesse et de la rigueur de son contenu. Sa lecture, exigeante certes, mais jubilatoire souvent, ne peut que nous inviter à un regard critique aussi acéré sur les errements intellectuels contemporains, dont certains ne sont, à l'évidence, pas moindres.

LIRE

L'universalisme utopie menacée

Une utopie se meurt : l'universalisme. Cette ambition au cœur de la Révolution française, gravée dans le marbre de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, semble à bout de souffle. Aux Nations unies, certains Etats invoquent des "circonstances nationales"

pour ne pas appliquer les droits de l'homme, et le "respect des religions" pour limiter la liberté d'expression. Au nom de la "diversité", des politiques cultivent le droit à la différence contre le droit à l'égalité. Au nom de la résistance à l'impérialisme, des militants amalgament universalisme et néo-colonialisme. Au nom de la tolérance, on tolère le fanatisme.

Ce livre plonge dans la crise que connaît le multiculturalisme depuis le 11 septembre 2001. En France, au Canada, au Brésil, en Afrique du Sud, aux Pays-Bas, en Belgique, en Grande-Bretagne, partout on se déchire pour savoir comment concilier respect des valeurs communes et respect des particularismes. Peut-on tout tolérer - l'excision ou l'infanticide - au nom des coutumes ? Faut-il organiser des créneaux non mixtes dans les piscines ? Retirer les sapins de Noël des places publiques ? Aller jusqu'à interdire le voile dans la rue ?

Avec talent et pédagogie, Caroline Fourest décrit le "modèle français", et son malentendu avec le monde "anglo-saxon" ; raconte le débat canadien sur les "accommodements raisonnables"... Tout en poursuivant sa quête intellectuelle, engagée avec Frère Tariq et La tentation obscurantiste : être antiraciste sans tolérer l'intégrisme, refuser à la fois la confusion multiculturaliste et la tentation mono-culturaliste.

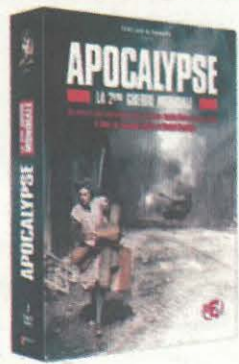
Un plaidoyer courageux pour refonder l'environnement de faire la société.

Caroline Fourest, « La dernière utopie, menaces sur l'universalisme », Ed. Grasset, 2009, 287 p., 20,90 €.

CAROLINE FUREST
La dernière utopie
menaces sur l'universalisme



VOIR...



APOCALYPSE

Diffusé sur France 2, ce documentaire historique signé I. Clarke et D. Costelle, porte un regard renouvelé sur la guerre de 1939-1945. A partir d'images d'archives, souvent inédites, certaines colorisées, il raconte de manière humaine l'immensité du conflit et

rend compte des destins de ceux qui l'ont vécu : soldats, populations civiles et de ceux qui l'ont mené : les dirigeants politiques et militaires de tous bords, alliés ou ennemis.

Avec des images d'archives souvent inconnues, les six épisodes, suivis de nombreux "bonus" d'images d'actualité, constituent désormais une nouvelle encyclopédie visuelle de référence sur ce conflit mondial.

Coffret de 3-DVD PAL, Ed. France Télévisions distribution, 5h20 mn, 25 €.

MÉDIAS

La Télépolitique à l'écran

Nicolas Sarkozy a lancé une "réforme historique" de la télévision publique, en supprimant la publicité et en nommant, de l'Élysée, son président. En Italie, Silvio Berlusconi concentre tous les pouvoirs, confond politique et télévision, et a même créé un "téléparti".

Pour Pierre Musso, professeur de sciences de l'information et de la communication à Rennes II, spécialiste des médias italiens et auteur de nombreux ouvrages sur la communication,

dont « Le Sarkoberlusconisme » (voir NLA n°854), ces deux évolutions sont à rapprocher sans les confondre. La réforme française et l'anomalie italienne illustrent les nouveaux liens établis entre pouvoir et télévision.

Pour comprendre ces évolutions, il faut observer que les mises en scène de talk-show et de la "télé-réalité" sont en train d'envahir la théâtralisation politique. La captation émotionnelle du public l'emporte dorénavant sur sa "manipulation" grossière, et ainsi s'impose la télé-politisation, à l'heure où la "néo-télévision", bien différente de la "paléo-télévision" gaulliste et

giscardienne, est devenue à la fois « la servante et la maî-



tresse du politique ». Cet ouvrage questionne les relations renouvelées du politique et du télévisuel à partir de l'analyse

comparée des deux pays.

Réfutant les approches simplificatrices du "télépopulisme" ou de la "télécratie", il propose au lecteur, à partir de la notion de sarkoberlusconisme, une analyse approfondie de la nature renouvelée de la télévision et de son évolution politique et culturelle.

Une réflexion stimulante pour la compréhension et l'avenir même de nos démocraties.

Pierre Musso, « Télé-politique, le sarkoberlusconisme à l'écran », Ed de l'Aube, 2009, 224 p., 18 €.

près de vous

ADECR

Réforme des collectivités: Mobilisation de l'ADECR



Le 19 janvier prochain la réforme des collectivités territoriales sera débattue au sénat. L'ADECR de Loire-Atlantique n'a pas attendu cette date pour amplifier la mobilisation contre la réforme. L'association s'est adressée à la population par le biais d'un tract, qu'elle a largement diffusé dans le département. Elle s'est également adressée aux élus et aux responsables syndicaux. La mobilisation doit continuer dans les jours qui viennent afin que le plus grand nombre de citoyens puissent s'emparer de ce débat. Une délégation d'élus communistes et républicains du département sera également présente à Paris -le 19 janvier- pour faire entendre sa voix auprès des sénateurs et contrer ce projet de démolition des collectivités locales.

Nantes-est

Une nouvelle instance de démocratie participative

Les trois communes de l'est de Nantes Métropole longeant la Loire : Ste-Luce, Mauves et Thouaré envisagent de travailler de manière commune sur des domaines concernant l'attractivité des territoires, l'urbanisme, les transports. Première pierre portée à cette mise en commun ; la création d'un conseil de développement qui serait une instance consultative citoyenne et devrait contribuer à la réflexion d'un projet de coopération entre les trois communes. Pour leur part, les élus communistes de Sainte-Luce-sur-Loire seront attentifs à ce que le nouveau conseil de développement soit une instance démocratique où tous les partenaires associatifs, syndicaux... des trois villes concernées, pourront trouver leur place.

Région

Des choix inverses à ceux de la droite !

Le Débat d'orientation Budgétaire (DOB) aura été l'occasion pour Philippe DENIS, président du groupe communiste, de dresser un portrait particulièrement noir de l'année qui vient de s'écouler : crise économique touchant les plus fragilisés, chômage... Il n'oublie pas, bien sur, le lourd tribut payé par l'emploi industriel dans notre région: Alcatel, STX, la Samro... De l'État, il lui semble qu'il ne faille rien attendre pour améliorer la situation des citoyens. La région des pays de la Loire a quant à elle « fait d'autres choix que la soumission au dogme du capitalisme » en témoignent les investissements engagés au cours du mandat en faveur de l'emploi (400 millions d'euros), de l'aménagement du territoire (1200 millions), de la recherche et de l'éducation (1150 millions).

L'invité

■ « Laissez passer les p'tits papiers »

Souvent la question des conditions d'accueil des immigrés est traitée globalement. Pourtant, il n'y a pas un modèle-type de ceux que l'on appelle communément les « Sans Papiers ». Sur SAINT-HERBLAIN comme dans le reste du département, certains immigrés en attente de régularisation ne vivent pas différemment de leurs voisins nés en France. D'autres sont des étrangers isolés, venus seuls, d'autres enfin sont arrivés en France en famille, avec leurs enfants. Ils sont alors demandeurs d'asile en attente de régularisation. Les Sans Papiers étant ceux qui ont été déboutés du droit d'asile. Cette liste, sans se vouloir exhaustive, démontre la singularité des situations, même si l'objectif de chacun est identique : obtenir des papiers pour pouvoir vivre en France, pays qu'ils ont choisi pour construire leur avenir.

Si la politique migratoire appliquée en France est la suite logique d'un pacte européen adopté par les 27, il reste que le gouvernement français a fait le choix de concentrer le dépôt des premières demandes d'asile sur un seul département par région. Pour les Pays de la Loire, la préfecture de Loire-Atlantique est donc seule compétente. Inévitablement, notre département connaît et va connaître un afflux de demandeurs dans les mois et les années qui viennent, si ce choix politique est maintenu.

Les conséquences sont déjà nombreuses : en matière de logement, alors que le parc HLM est saturé, en matière d'aides à la subsistance pour les familles, en matière de suivi social, juridique et administratif... En clair, le manque de moyens pour assurer des conditions de vie humaines et décentes aux demandeurs d'asile est criant. Le financement de cette politique revient pour partie aux collectivités locales, déjà étranglées, tandis que l'Etat français aura généreusement dépensé 533 millions d'euros en 2008 pour remplir ses quotas d'expulsions.

Il reste que les familles dites Sans Papiers doivent faire face à un certain nombre de problèmes comme la garde et la scolarisation des enfants, la promiscuité et la précarité des logements qu'ils occupent quand ce n'est pas la rue et le froid, ajouté à cela les difficultés matérielles d'existence, des délais de procédure interminables.

Si nous ne voulons pas voir se dégrader ces conditions de vie déjà extrêmes, si les Droits de l'Homme et de l'Enfant ont pour nous encore un sens, alors nous nous devons d'anticiper les retombées de la politique gouvernementale et de la régionalisation qui en découle. Rien ne sera possible sans le recrutement de travailleurs sociaux, la mise à disposition de logements d'urgence adaptés, l'augmentation des aides aux familles, la mise en place de cours de français et l'exigence de délais de procédures raisonnables.

Nous l'avons vu, ces revendications ne sont pas irréalisables financièrement. Le budget consacré aux expulsions est exorbitant. Demandons la réorientation de son affectation et concrétisons ces revendications qui relèvent du choix politique. Nous croyons en une France riche de ses différences, parce qu'elle participe à la création de notre idéal, celui d'un monde commun.



Sandrine FLEURIMONT
Adjointe au Maire de St-Herblain

L'activité

■ Conseil Général

Identité nationale : Mettre fin au débat.

Alors qu'Eric Besson se félicite du débat sur l'identité nationale « dont l'immense majorité des contributions est –selon lui– parfaitement respectueuse de nos valeurs républicaines », d'autres voix, parmi lesquelles celle du PCF se font entendre pour exiger l'arrêt pur et simple d'un débat dangereux.

Le conseiller général Roger David a fait savoir au Sous-préfet qu'il ne participerait pas à ce débat qu'il considère comme une initiative de division. Pour lui, « l'identité est personnelle et n'a rien à voir avec une quelconque définition nationale », plus grave, cette initiative du gouvernement contribue « à diviser les français et à stigmatiser les étrangers ». L'histoire de notre nation, la diversité des individus qui la composent, constitue pour l'élu communiste « une richesse qui nous éloigne de la peur de l'autre et de tout ce qui est différent » et il en va de ce débat comme d'une négation de cette histoire. Et l'élu communiste de conclure : « Connaisant suffisamment bien la politique nationale en la matière, je n'ai aucune raison de cautionner un débat que je considère comme très dangereux pour les populations de salariés que je représente. »

■ Rezé

L'avenir des Centres Socioculturels en question

Pour Annie Fretin, conseillère municipale de la ville de Rezé les centres socioculturels sont « des équipements de proximité qui jouent un rôle important et reconnu au service du maintien et du renforcement du lien social ».

Reconnaissant l'utilité et l'efficacité de leurs actions dans les quartiers de la ville, « actions qui s'avèrent indispensables au quotidien, tant pour la cohésion sociale que dans l'offre de loisirs en direction des jeunes et des enfants », elle n'en déplore pas moins les conséquences dues aux modifications du circuit de financement. La première des préoccupations : la baisse constante des subventions accordées par la CAF illustre parfaitement « le projet de régression sociale généralisée » porté par le gouvernement. Pourtant, ce gouvernement aurait tout intérêt à reconnaître les besoins des centres socioculturels et ainsi « assurer les moyens de leur développement qu'exige le niveau croissant de difficultés que subissent les habitants, les jeunes et les familles ». Pour les élus communistes de Rezé, « l'attractivité de la ville est aussi liée à la cohésion sociale, aux équipements, à l'animation de la cité et des quartiers », tout un ensemble à préserver et à améliorer !

■ Nantes Métropole

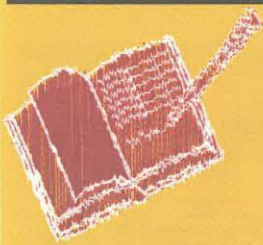
Transports en commun : investir dans la modernisation du réseau

A l'occasion du renouvellement de la délégation du service public (DSP) pour l'exploitation du réseau de transport en commun, les élus communistes de Nantes Métropole, par la voix de Raymond LANNUZEL, ont rappelé les points qu'ils leur semblaient essentiels quant au développement de ce réseau. Ils ont également fait remarquer de manière liminaire que l'accroissement de l'offre et de la fréquentation de ces dernières années est dû à « une politique ambitieuse qui a eu pour corollaire une évolution des charges particulièrement sensible, ce qui est le prix à payer pour un service public de qualité ».

Après les lourds investissements réalisés pour mettre en place les lignes en site propre, les élus communistes ont fait le souhait d'une modernisation du réseau et du renouvellement du matériel roulant et, « en priorité des rames de tramways première génération ». Ils se montrent également attentifs à l'amélioration du réseau de Bus qui se doit d'aller de pair avec une vision du service public sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. Tout aussi attentifs, ils le seront sur l'évolution des tarifs. Pour eux toute nouvelle augmentation « doit être maîtrisée et justifiée par une politique d'investissement ainsi que par une démarche d'amélioration de la performance du réseau ».



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Val de Loire

Lundi 11 janvier : Assemblée générale de la section à 18H00, salle du corail à Ancenis.

St Nazaire

Lundi 11 janvier : Assemblée générale de la section à 18H00, salle du jardin des plantes.

Basse Loire

Mercredi 13 janvier : Réunion du comité local à 18H00, salle de l'Erdurière à Couëron.

Fédération

Judi 14 et Vendredi 15 janvier : Consultation des communistes sur les candidatures pour les élections régionales de mars.

Banquet annuel de la section de Nantes

Vendredi 18 décembre, 70 communistes de la section de Nantes étaient rassemblés pour leur banquet annuel. C'est dans une ambiance chaleureuse et conviviale que les communistes nantais ont partagé ce moment festif et politique. Dans son discours d'introduction, Aymeric SEASSAU, Secrétaire de la section, a rappelé « la difficile situation politique et sociale que traverse notre pays et le monde. Face aux ravages du capitalisme, à la croissance des inégalités et des injustices, il est plus que nécessaire de faire grandir l'influence politique du PCF. Ce banquet participe au lien entre les communistes, la convivialité dans notre parti est une de nos valeurs fortes, la garantie de notre fraternité.

Tirage de la tombola

1 micro-ordinateur portable, n°2001, Jean Michel ALLAIN ; 1 GPS, n°1986, Maurice BELLINI ; 1 appareil photo numérique, n°2450, remis en jeu pour le banquet départemental ; 1 machine expresso, n°2880 Marcel LANDRE ; 1 lecteur DVD, n°2835, Nadine BRISSET ; 1 lecteur MP3, n°2421, Thérèse LETRANGE ; 1 perceuse sans fil, n°1267, Patrice CHAPEAU ; 1 ponceuse, n°1244, Yann VINCE ; 1 voiture télécommandée, n°2133, Zeki AKKUS, 1 ballon de foot, n°2411, Alain PETRA ; 1 livre + DVD, n°1622, Vincent GEORGES ; 1 livre, n°1157, Joel COTILLON, n°2022, Zekki AKKUS, n°2240, Didier LEON ; 1 bouteille de Whisky, n°2713, Rémi BIHORE ; 1 bouteille de pastis, n°1565, Daniel LE FOLLEZOU ; 1 bouteille de Porto, n°2361, Marie PERAIS ; 12 bouteilles de muscadet, n°1021, Micheline MOYON ; 1 numéro spécial de l'Huma, n°1385, Annick ROUSSEAU, n°2102, Alexandrine MOYSAN, n°2834, Nadine BRISSET, n°1211, Michèle PICAUD, n°2442, Michel RICA ; n°2710, Chantal LE HERISSE, n°1344, Daniel LEROY, n°1703, Pedro MAIA, n°1845, Loïc CHEVALIER, n°2814, Nathalie CROP, n°1378, Joel CHAUVIN, n°2397, Jeanine TROUILLARD ; 1 manifeste du Parti communiste, n°2214, Jean luc FOUGERE, n°1151, Jean GRENIER, n°1643, Florence ORAIN.
Les lots qui n'ont pas été récupérés sont à la fédération (02 40 35 03 00)

Banquet départemental annuel 2010

BANQUET ANNUEL DE LA FEDERATION

Vendredi 12 février 2010

Salle de l'estuaire à Couëron

61ème !



La section des Trois-Rivières s'est déplacée samedi 12 décembre à la maison de retraite des Trois-Rivières afin de remettre à notre camarade Georgette Lecossois sa carte d'adhérente. C'est bien sûr notre doyenne, à tout point de vue. Arrivée dans les années 70 dans notre région, après avoir quitté Le Havre, Georgette et son mari Robert ont œuvré longtemps sur Guémené-Penfao. Les militants de toute la gauche se souviennent de leur action. **Georgette, dans sa 91ème année, a d'ailleurs encore plus d'énergie et de vivacité intellectuelle qu'un jeune populaire !** Merci Georgette pour ce moment passé ensemble et à bientôt pour la 62ème.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nlapublicite@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Nécrologie

Fin décembre notre ami **Maurice SERAIN** nous a quitté à l'âge de 88 ans. Adhérent de notre parti pendant de nombreuses années sur la section de Saint Sébastien/Loire, il en fut un dirigeant efficace, écouté. Depuis quelques années il avait pris quelques distances tout en restant attaché à l'idéal communiste et fidèle lecteur de l'Humanité. Ouvrier du bâtiment, il adhère à la CGT, devient délégué du personnel et élu conseiller prud'homal, mandat qui lui sera de nombreuses fois renouvelé. Le 13 mai 1950, alors que nous sommes en pleine guerre d'Indochine, un train chargé de canons est bloqué Boulevard Victor Hugo par des ouvriers des chantiers de la Loire et un canon de 75 est renversé sur la voie. Sur dénonciation 9 personnes dont 2 femmes sont arrêtées. Certains sont innocents et l'instruction est bâclée. Il faut éviter la prolifération des actions contre cette guerre. Le 12 mai il y avait eu une manifestation semblable à St-Brieuc. Les 9 de Nantes rejoignent les 12 de St-Brieuc à la prison de la Santé. Jean KERNEIS, concierge au siège de la fédération de Loire atlantique et Maurice en font partie. Maurice fit 9 mois de détention ; le secours populaire vint en aide à son épouse et ses deux enfants. Acquitté il reprend le combat pour la paix et anime le comité local pour la libération de Henri MARTIN. Nous présentons à toute sa famille nos plus sincères condoléances.

Nous avons aussi appris le décès de **Roger MINIER**, camarade de la section de St Nazaire. Nous présentons à Andrée, à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.



Par Ulysse HUMBERT

Coordinateur départemental de la JC

Avant tout, le Mouvement des Jeunes Communistes de France tient à souhaiter une bonne et heureuse année à tous les lecteurs des Nouvelles de Loire Atlantique. Notre mouvement commence à préparer le congrès qui se tiendra mi-avril, il s'agit d'un

événement important dans la vie d'une organisation. C'est un moment privilégié de réflexion et d'action qui associe tous les jeunes communistes de France. C'est le moment où plus que d'habitude, nous prenons le temps de faire un bilan de notre activité, de réfléchir au monde, au changement de société et au rôle des jeunes dans celui-ci, ainsi que le rapport des jeunes à l'engagement et à la poli-

« C'est le moment où plus que d'habitude, nous prenons le temps de faire un bilan de notre activité, de réfléchir au monde, au changement de société »

tique en lien avec notre activité quotidienne. Tout cela pour affiner notre analyse, réfléchir nos formes d'organisations, interroger et travailler nos orientations politiques, pour être sans cesse plus utile dans notre militantisme quotidien à changer la société.

En ce sens, déterminer notre stratégie, notre orientation politique, découle évidemment de ce que nous analysons du rapport des jeunes à la politique et du mouvement des idées dans la société. Cela peut paraître évident, mais notre orientation n'est pas intemporelle, ni notre forme d'organisation. L'une et l'autre dépendent bien du rapport différent qu'à chaque moment les jeunes entretiennent avec la politique. **Enfin, la préparation d'un congrès ne consiste pas à une mise entre parenthèse de notre**



activité, mais bien à confronter notre démarche politique aux réalités quotidiennes. C'est allier la théorie et la pratique, les idées et leurs diffusions, la pensée et l'action. Pour autant, il ne s'agit pas de tout réinventer. Les précédents congrès du MJCF ont posé des fondations solides pour notre orga-

nisation, notamment en 2004 et 2006.

Mais deux événements majeurs sont intervenus depuis notre dernier congrès : l'explosion de la crise du système capitaliste et l'élection en France à la présidence de la République de Sarkozy et d'une droite majoritaire à l'Assemblée Nationale. Ces événements ont bouleversé en profondeur la société et modifié les rapports de forces et nous devons donc les prendre en compte.